RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE - UNION DE LA MAJORITÉ



Pierre-Charles KRIEG

Avocat à la Cour
Député sortant - Conseiller de Paris
Membre du Parlement Européen

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je ne vous apprendrai sans doute rien en vous disant, à mon tour, l'importance primordiale que revêt le scrutin du 12 Mars prochain et la gravité du choix que vous allez devoir faire.

Depuis des semaines, à la télévision comme à la radio ou dans les journaux, toutes les personnalités politiques de notre pays le rappellent.

Il est vrai que ces élections auront en tout état de cause des conséquences essentielles pour l'avenir de notre pays, donc **votre avenir** et celui des êtres qui vous sont chers.

Un flot de propagande, souvent contradictoire, s'abat actuellement sur vous dans le but de vous suggérer (et parfois de vous imposer) une opinion; je voudrais, pour ma part, vous aider à vous faire la vôtre.

● ● ●

Deux possibilités seulement peuvent se dégager au lendemain du scrutin des 12 et 19 Mars :
— le succès de l'Union de la Gauche,
— celui de la Majorité actuelle.

Dans le premier cas, nous ne savons que trop ce à quoi il faut nous attendre; communistes, socialistes et radicaux de gauche nous en ayant donné au moins les prémices en publiant leur « Programme Commun ».

Nationalisations ruineuses préludant à la collectivisation de notre économie à plus ou moins long terme; suppression de l'aide apportée par le Gouvernement actuel à l'enseignement libre et par voie de conséquence, étatisation de celui-ci; retour à un régime assurant la prépondérance des Assemblées sur le pouvoir exécutif par le vote d'un contrat de législature, sont seulement quelques exemples de ce à quoi il faudrait s'attendre en premier lieu.

Mais qui ne sait que les communistes une fois au pouvoir dans un pays n'entendent plus le quitter? Qui a oublié en France les tristes exemples de ce qui se passa en Tchécoslovaquie, en Pologne ou en Hongrie?

Pour eux, l'alternance démocratique dont ils se prévalent si volontiers aujourd'hui n'existe plus à partir du moment où elle pourrait jouer à leur encontre.

Et qu'adviendrait-il de notre politique étrangère basée depuis des années sur l'indépendance vis-à-vis des blocs, quand on connaît les positions diamétralement opposées des communistes et des socialistes sur cette question essentielle? Et la construction de l'Europe? Que deviendra-t-elle?

VOTEZ Pierre-Charles KRIEG
RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Quant à nos institutions qui depuis vingt ans font la preuve de leur efficacité, chacun sait que le succès de l'opposition sonnerait rapidement leur glas : il est vain de croire que pourraient cohabiter longtemps sans qu'une grave crise ne survienne, le Président de la République élu en 1974 au suffrage universel et une Assemblée Nationale de tendance diamétralement opposée. Valéry GISCARD D'ESTAING a fort justement — et fort opportunément — rappelé que si les socialo-communistes l'emportent le 19 Mars, le Programme Commun sera appliqué, car il n'aura aucun moyen efficace de l'empêcher.

La légitimité d'une assemblée élue en 1978 l'emportera rapidement sur celle du Président élu quatre années auparavant et le jeu normal de nos institutions en sera bloqué, en attendant qu'un recours aux électeurs tente de dénouer cette crise. Mais que seront alors de nouvelles élections avec un Ministère de l'Intérieur entre les mains de fanatiques faisant peu de cas des règles normales d'une libre démocratie?

Quel que soit le résultat éventuel de cette nouvelle consultation populaire, le passage au pouvoir des collectivistes aura été suffisant pour détruire notre économie.

Chacun doit comprendre que la mise en œuvre des fallacieuses promesses du Programme Commun, même non réactualisé et malgré les différences d'évaluation qu'en donnent communistes et socialistes, serait suffisante pour transformer une situation satisfaisante malgré la crise mondiale, en un véritable drame national : dès la première année budgétaire, on peut évaluer le déficit qui ressortirait des mesures annoncées à environ 40 milliards de francs, tandis que les impôts payés par la plupart de nos concitoyens subiraient une hausse que certains évaluent à 100 %.

Comment voudrait-on alors que les entreprises, grandes, moyennes ou petites résistent au désordre économique qui ne manquerait de découler de cette situation? Devenues non-concurrentielles, les plus importantes pourraient résister quelque temps en compressant leurs dépenses (donc leur personnel), mais les plus petites devraient rapidement fermer leurs portes. Faillites et licenciements se multiplieraient, tandis que l'État n'aurait, pour faire face aux dépenses nouvelles qui lui incomberaient, d'autre solution qu'augmenter les charges pesant sur chacun de nous tout en faisant fonctionner à plein la planche à billets. D'où dévaluation de la monnaie, achat plus cher des matières premières indispensables, enchérissement du coût de la vie; bref retour de cette lamentable situation que nous n'avons que trop connue de 1946 à 1958 et qui mena alors la France au bord d'un gouffre où seul le Général de GAULLE l'empêcha de tomber.



Un seul moyen existe pour éviter que ne survienne pareille situation et pour assurer la continuité de nos institutions : l'élection, demain, d'une Majorité qui puisse gouverner avec le Président de la République.

Depuis 1958, sous la conduite du Général de GAULLE, de Georges POMPIDOU et de Valéry GISCARD D'ESTAING ensuite, d'innombrables réformes ont été menées et ont abouti à transformer de fond en comble, non seulement notre pays, mais encore et surtout notre vie. Malgré la crise pétrolière mondiale qui la frappe durement, la FRANCE est aujourd'hui redevenue dans le monde une puissance reconnue, tandis que sa croissance industrielle — et donc le bien-être des Français — n'a cessé de s'affirmer.

Certes, la crise mondiale est loin d'être terminée; certes, il reste dans notre pays (et il restera toujours) bien des réformes à promouvoir. Pense-t-on y arriver dans le trouble et la confusion?

Encore faut-il, pour y parvenir, que la Majorité qui sera élue le 19 Mars soit unie et cohérente; qu'elle ne comporte que de fermes partisans de la Vᵉ République et non des ralliés de fraîche date, toujours prêts à en contester les institutions principales ou à refuser de voter la confiance au Gouvernement lorsque le Premier Ministre la demande.

Votre vote ne peut aller qu'aux membres de la Majorité qui, depuis les premiers jours de la Vᵉ République, sont restés fidèles quoi qu'il arrive à ses Présidents successifs, même dans les moments les plus difficiles, même parfois en faisant violence à leurs propres sentiments.

L'appui officiel que me donne le CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS montre assez combien ma candidature d'Union de la Majorité est ressentie dans nos arrondissements comme répondant à ce besoin, donc comme une nécessité.

Les élus et les candidats du RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE dont je m'honore d'être, ont tout à la fois le sens de la grandeur de l'État et celui de leur devoir. Ils ont toujours été, sont et demeureront les plus fermes soutiens de la Vᵉ République, de ses institutions et donc du Président de la République lui-même.

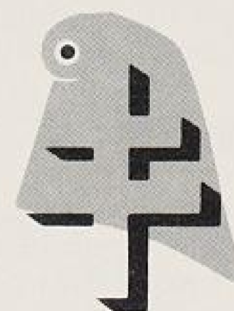
Il vous appartient donc, dès le 12 Mars, si vous voulez que continue la Vᵉ République, d'assurer le succès des idées que nous défendons ensemble.

Pierre-Charles KRIEG



Maulde et Renou, Paris

Alban PARAYRE, Officier Municipal du 4ᵉ arrondissement, Professeur de l'Enseignement Public, suppléant et Pierre-Ch. KRIEG.



VOTEZ Pierre-Charles KRIEG
RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE